

Les Suisses ouverts à une numérisation de la santé, mais pas n'importe laquelle

SUIVI MÉDICAL Le baromètre annuel en matière de cybersanté montre que les patients et les professionnels sont globalement favorables à la numérisation. Ils veulent toutefois qu'elle soit sécurisée et utile

GRÉGOIRE BARBEY

La population et les professionnels sont globalement favorables à la numérisation de la santé suisse, selon une étude réalisée par l'institut Gfs.bern publiée le 8 avril. Ce baromètre de la cybersanté suisse commandé par le Swiss eHealth Forum, un événement consacré à l'avenir de la santé numérique, livre des informations intéressantes sur l'état d'esprit des Suisses alors que le Conseil fédéral a annoncé en novembre 2025 son projet de réforme pour le dossier électronique du patient (DEP).

Parmi les 1600 personnes résidentes de plus de 16 ans interrogées par les sondages, seules 29% estiment que la numérisation du système de santé suisse est dans un état très ou plutôt avancé. En revanche, 40% la jugent dans un état assez peu ou très peu avancé. Fait notable, 31% des sondés ne se prononcent



«Le dossier électronique du patient n'a pas pris en compte la dimension humaine qu'un tel projet implique»

JEAN GABRIEL JEANNOT, MÉDECIN GÉNÉRALISTE

pas sur la situation. Malgré ce scepticisme quant à l'état d'avancement de la numérisation de la santé, 72% des personnes interrogées sont au moins plutôt

d'accord que leurs données soient hébergées sous forme électronique. Elles veulent toutefois conserver la capacité de décider qui peut consulter ces informations.

Une véritable plus-value attendue

«Ces résultats ne me surprennent pas du tout: les Suisses expérimentent au quotidien les avantages de la numérisation, notamment avec l'e-banking, et ils attendent que la santé en bénéficie aussi», réagit Romain Boichat, directeur général adjoint de l'éditeur de logiciels de santé Tecost. «Le fait que la population veuille conserver la maîtrise de ses données montre qu'elle a conscience des enjeux de sécurité en la matière», estime-t-il.

Le médecin généraliste neuchâtelois Jean Gabriel Jeannot considère, comme le tiers des sondés, que la numérisation de la santé n'est pas assez avancée. «Jusqu'ici, les autorités ont conçu leurs projets comme une simple question technologique, sans prendre en compte le retour des patients et des professionnels, ni intégrer des points de vue issus des sciences humaines», regrette-t-il.

Le sondage indique que les professionnels de santé sont aussi favorables à cette

numérisation et utilisent en grande majorité déjà de tels outils dans leur pratique (89%). Ils attendent toutefois que les applications qu'ils utilisent leur apportent une véritable plus-value. «Tout le monde est conscient du potentiel que peut apporter la numérisation, analyse Jean Gabriel Jeannot. Le problème, c'est que le dossier électronique du patient n'a pas pris en compte la dimension humaine qu'un tel projet implique.»

Les professionnels qui ont jusqu'ici renoncé à utiliser le DEP l'expliquent essentiellement par l'absence d'un bénéfice démontré (33%) et de processus trop chronophages (19%). Le rejet par les patients arrive aussi en bonne place (21%). Les autres motifs d'abandon sont liés à des enjeux techniques. «La Suisse compte une quarantaine de dossiers patients informatisés dans les cabinets médicaux», souligne Romain Boichat. Seule une infime minorité peut se connecter au DEP sans friction.»

Le nouveau projet du Conseil fédéral présenté en novembre 2025, baptisé dossier électronique de santé (DES), suscite toutefois de l'espoir de la part des professionnels de santé. Destiné à remplacer le

DEP, il permettra aux autorités d'adapter les tâches, les compétences et les mécanismes de financement entre la Confédération et les cantons. La création de l'espace suisse des données de santé (SwissHDS) devrait lui aussi contribuer à faire avancer la numérisation.

«Une approche plus agile»

«Il faut voir le SwissHDS comme un réseau de tuyaux et de règles qui connecte les acteurs entre eux», explique Romain Boichat. Aujourd'hui encore, il n'y a pas de standards communs sur les formats de données, ce qui complique leur circulation. Le SwissHDS permettra d'établir des conditions-cadres contraignantes pour faciliter les échanges, tout en garantissant la sécurité.

«Il faudrait que les autorités adoptent une approche plus agile, en commençant par des prototypes et en intégrant les patients et les professionnels pour voir ce qui fonctionne et ce qu'il faut adapter, estime Jean Gabriel Jeannot. La numérisation n'est pas une fin en soi. Les médecins veulent soigner leurs patients. Si l'outil est utile, il va percer dans le milieu médical à grande vitesse.» ■